

À renseigner par le teneur du registre des porteurs de parts au nominatif pur N° de compte existant :

Société Civile Immobilière à capital variable

Siège social : 90 rue de Miromesnil - 75008 PARIS – 918 588 674 R.C.S. Paris

Régie par les articles 1832 et suivants du Code civil,

par les articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce,

et par les dispositions des articles L. 214-24, III., et suivants du Code monétaire et financier régissant les « Autres FIA ». Ci-après la « SCI ».

**AVERTISSEMENT :** La performance de la SCI n'est pas garantie. Ce placement comporte un risque de perte en capital. La somme que vous récupérerez pourra être inférieure à celle que vous aviez investie, en cas de baisse de la valeur des actifs de la SCI, en particulier du marché immobilier, sur la durée de votre placement. La durée du placement recommandée est de huit (8) ans. La souscription des parts sociales de la SCI est réservée aux clients professionnels au sens des articles L. 533-16 et D. 533-11 du Code monétaire et financier.

## ORDRE DE RACHAT DE PARTS SOCIALES DE LA SCI

*Les termes commençant par une majuscule, utilisés et non définis aux présentes ont la signification qui leur est donnée dans les statuts (les « Statuts ») et le document d'information des investisseurs (le « DII ») de la SCI.*

### ASSOCIE DEMANDANT LE RACHAT

Dénomination sociale :

SIRET :

Adresse du siège social :

Code postal et ville du siège :

Adresse de résidence fiscale :

Code postal et ville de la résidence fiscale :

Si rachat par un assureur :

☐ pour compte propre ☐ pour le compte de contrats d'assurance-vie<sup>1</sup>

### REPRESENTE PAR

Nom :

Prénom :

Qualité :

Adresse professionnelle :

Code postal et ville :

Téléphone :

Courriel :

**Le régime d'imposition appliqué sera celui déclaré dans le(s) bulletin(s) de souscription des parts rachetées. S'il a changé entre temps, veuillez contacter la Société de Gestion.**

### DEMANDE DE RACHAT

Nombre entier de parts dont le rachat est demandé<sup>2</sup>

Indiquer le nombre en chiffres

Indiquer le nombre en lettres<sup>3</sup>

### PRIX DE RACHAT

Le Prix de Rachat des parts est égal à la valeur de l'Actif Net Réévalué par part calculé selon les modalités décrites aux articles 14.2 et suivants des Statuts et reprises au chapitre X du DII.

Le rachat de parts ne donne pas lieu à perception de commissions.

### MODALITES ET CONDITIONS DE PASSATION DE L'ORDRE

Les Ordres de Rachat sont adressés par tout moyen écrit (y inclus courrier électronique) et reçus par la société de gestion au plus tard avant 17 heures (heure de Paris) le mercredi de chaque semaine (la « Date Limite de Centralisation des Rachats »). Ils sont exécutés sur la base de l'Actif Net Réévalué établi le jour même. Dans l'hypothèse où le mercredi est férié, l'Ordre de Rachat doit être reçu le premier jour ouvré suivant avant 17 heures (heure de Paris).

<sup>1</sup> Si les parts dont l'assureur demande le rachat sont offertes en unités de compte, l'assureur complète l'Annexe 1 et la joint au bulletin.

<sup>2</sup> Les parts sociales ne sont pas décimalisées. Toute indication non conforme est tronquée à l'unité.

<sup>3</sup> En cas de divergence avec le montant indiqué en chiffres, le montant en lettres prévaut.

Le délai de règlement des rachats de parts est le délai qui court entre la Date Limite de Centralisation des Rachats et la date de règlement des sommes correspondantes à l'associé, qui intervient à partir du jour ouvré suivant la Date de Publication de l'Actif Net Réévalué.

Le prix de rachat est diminué, le cas échéant, de toutes les charges ou frais, notamment des taxes et impôts de quelque nature que ce soit, qui pourraient être mis à la charge de la Société du fait du retrait ou de l'exclusion.

## ENGAGEMENTS DE LA SCI ET LIMITES AUX RACHATS

La Société maintient, dans les conditions et limites fixées par le DII, une poche d'actifs liquides destinée à lui permettre de faire face à un certain niveau de demandes de rachats. Toutefois, si les contraintes de liquidité de la Société le requièrent, la Société de Gestion peut décider de plafonner ou de suspendre le rachat des parts de la Société. Les demandes de rachat (qu'elles résultent d'un retrait ou de l'exclusion d'un associé) sont exécutées dans l'ordre chronologique de la réception des Ordres de Rachat par la société de gestion.

Les demandes non satisfaites restent en attente jusqu'à ce que la Société dispose de la trésorerie nécessaire. Dans cette hypothèse, l'Actif Net Réévalué servant de base à la détermination du prix de rachat est celui déterminé lors de la première Date d'Etablissement de l'Actif Net Réévalué suivant le jour où la Société dispose à nouveau d'une trésorerie lui permettant de faire face à des demandes de rachat. Pour le cas où les demandes de rachat nécessiteraient la vente d'éléments d'actifs de la Société, le remboursement des apports ne peut intervenir que postérieurement à la réalisation desdits éléments d'actifs. L'associé peut, sous réserve de l'accord préalable du Gérant, demander un remboursement en nature au moyen d'éléments d'actifs composant le patrimoine de la Société sans attendre que cette dernière dispose de trésorerie suffisante.

Compte tenu du sous-jacent immobilier et afin de limiter le risque de tension sur la liquidité des parts de la Société, il est expressément convenu que les rachats de parts procédant de la demande de retrait ou de la décision d'exclusion soit d'un associé détenant 10% ou plus du capital social, soit de plusieurs associés détenant ensemble 10% ou plus du capital social, ne peut donner lieu à rachat que sur la base d'un lissage des demandes de rachat sur une période d'au moins deux (2) mois.

Plus généralement, les remboursements au titre des demandes de retrait peuvent être suspendus provisoirement par le gérant de la Société dès lors que :

- (i) les demandes de rachat ont pour effet de porter le capital social en deçà du montant fixée à l'article 8.2 des statuts, correspondant au capital minimum de la Société ; ou que,
- (ii) des circonstances exceptionnelles l'exigent ou si l'intérêt des associés le commande.

Les modalités et conditions de rachat sont précisées en détails dans les Statuts de la Société, y compris le traitement des ordres « aller-retour ».

## STIPULATIONS DIVERSES

- **Bénéfice** – Le présent Bulletin de Rachat n'oblige et ne bénéficie qu'à l'Associé et à la SCI, à l'exclusion de toute autre personne. Dans ces conditions, aucune partie ne peut, sans l'accord écrit préalable de l'autre partie, céder ou transférer le bénéfice de tout ou partie de ses droits ou obligations découlant du Bulletin de Rachat.
- **Autonomie des stipulations** – Si une stipulation du Bulletin de Rachat devait être déclarée nulle et non avenue ou inopposable par toute autorité compétente, la validité des autres stipulations et leur opposabilité n'en seraient nullement affectées ou remises en cause et les parties négocieraient de bonne foi afin de remplacer la stipulation litigieuse.
- **Modification** – Aucune modification ou renonciation à l'une quelconque des stipulations du Bulletin de Rachat ne sera effective à moins d'être établie par écrit et signée par l'Associé et la SCI.
- **Renonciation** – L'Associé et la SCI renoncent définitivement et irrévocablement à se prévaloir de quelque manière que ce soit des dispositions de l'article 1195 du Code civil et assumeront tout risque pouvant découler d'un changement de circonstances imprévisible tel que visé à cet article. Chacune des parties renonce dans le cadre de l'exécution du Bulletin de Rachat et ses suites, à se prévaloir des dispositions des articles 1219, 1220 et 1223 du Code civil relatifs à l'exception d'inexécution et à la réduction du prix. L'Associé et la SCI renoncent d'un commun accord à la faculté qui leur est offerte de résilier unilatéralement le Bulletin de Rachat en application de l'article 1226 du Code civil.
- **Confidentialité** – Les informations communiquées à la Société de Gestion par l'Associé et à l'Associé par la Société de Gestion, dans le cadre du présent Bulletin de Rachat, ne pourront pas être divulguées à un tiers sans l'accord préalable de l'autre partie, chaque partie s'obligeant à garder ces informations strictement confidentielles et s'interdisant de les utiliser pour tout usage autre que l'exécution du présent Bulletin de Rachat, sous peine d'engager sa responsabilité.
- **Droit applicable et règlement des différends** – Le Bulletin de Rachat est, pour sa validité, son interprétation et son exécution, soumis au droit français. Les parties s'efforceront de bonne foi de résoudre à l'amiable tout litige pouvant découler du Bulletin de Rachat. À défaut d'un tel règlement amiable dans un délai de trente (30) Jours Ouvrés, les parties conviennent qu'il est fait attribution de compétence exclusive aux tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Paris.

## LOI INFORMATIQUE ET LIBERTE

Les informations et données à caractère personnel sont collectées et traitées pour les finalités suivantes : la gestion des contrats, le suivi de la relation clientèle, le respect des obligations en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires. Ces données ont un caractère obligatoire et sont nécessaires au traitement du dossier. À défaut, le Bulletin de Rachat ne peut être conclu ou exécuté. Conformément aux articles 38 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, les parties disposent d'un droit d'accès aux données à caractère personnel les concernant et elles peuvent demander qu'elles soient rectifiées, complétées, mises à jour, verrouillées ou effacées selon les cas. Les parties disposent également d'un droit d'opposition, pour motifs légitimes, à ce que des données les concernant fassent l'objet d'un traitement. Ce droit peut être exercé à l'adresse suivante : Aestiam - DPO - 90 rue de Miromesnil - 75 008 Paris.

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_\_ en deux (2) exemplaires originaux ou en un exemplaire signé électroniquement dont une copie a été transmise à la Société de Gestion et l'autre conservée par l'Associé.

Pour l'Associé

Représenté par \_\_\_\_\_

*Signature*

Ce support constitué sous la forme d'une société civile à capital variable ne fait pas l'objet d'une offre au public et n'est pas agréé par l'AMF. La SCI Linasens est confiée à :

**AESTIAM** - S.A.S au capital de 400 000 € - 642 037 162 RCS PARIS - N° Intercommunautaire : FR55 642 037 162 - Société de Gestion de Portefeuille - Gestion de FIA au sens de la directive AIFM Agrément AMF n°GP-14000024 du 11 juillet 2014 - Siège social : 90 rue de Miromesnil 75008 PARIS - 01 78 95 72 00 - [www.aestiam.com](http://www.aestiam.com)

## Annexe 1

**Liste des contrats d'assurance-vie pour le compte desquels le Rachat est opéré**

[illegible]

<sup>4</sup> Si la somme des nombres de parts rachetées figurant dans cette annexe est inférieure au nombre de parts figurant en lettres dans la section « Demande de rachat » du bulletin, la différence est réputée rachetée au bénéfice de l'assureur-vie pour compte propre. Si par accident elle était supérieure, ou bien qu'un nombre décimalisé de parts rachetées était affecté à un ou plusieurs contrats d'assurance-vie, la présente annexe serait nulle et non avenue et l'assureur-vie ferait son affaire de répartir entre les différents contrats d'assurance-vie le produit du rachat des parts rachetées au titre de la seule section « Demande de rachat » et communiquerait l'affectation finale à la société de gestion.